

SKIKDA

La société civile se réveille !

La société civile se réveille de sa longue hibernation. Un appel lancé à l'issue de la réunion du 26 décembre 2006 en est la preuve.

Le souci de ménager le chou et la chèvre a prévalu lors des discussions. S'attaquer aux problèmes économiques et environnementaux reviendrait à perdre "la bataille" qui s'entoure de "mystères" et de non-dits et rassembler le plus grand nombre possible d'adhérents pour une idée légitime, qui est celle de dire les quatre vérités au sujet d'une ville qui se dégrade, sont autant de facteurs qui ont fait perdre un temps "précieux" aux signataires de l'appel.

C'est pour cela qu'il a fallu cinq rencontres, dans le local de l'association Les amis de Skikda, à plusieurs représentants du mouvement associatif, ligue des comités de quartier, des associations à caractère sportif et social ainsi qu'à des élus nationaux et des personnalités locales pour pondre un communiqué dont nous détenons une copie.

Son contenu établit un



simple constat, mettant vaguement en relief l'état de dégradation de la ville : "La déliquescence de la voirie, l'émergence et la réémergence de maladies graves liées, la déliquescence générale de l'hygiène publique, le risque potentiel du vieux bâti".

Il a été formulé la proposition de "créer et animer un espace de concertation, de dialogue et de propositions susceptible d'assumer et d'assurer la participation à la gestion de notre cité", selon les termes utilisés.

L'idée d'animer un forum à la radio locale de Skikda, en impliquant toutes les associations de la wilaya, et dont l'objectif est de sensibiliser ces dernières à jouer leur rôle dans la société dans laquelle elles évoluent, a été aussi avancé par quelques médecins et psychologues. Selon des indiscrétions, il sera aussi procédé à l'installation des ateliers dont les travaux s'articuleront autour des questions culturelles, sociales et économiques, susceptibles d'apporter un plus à la commune du chef-lieu.

S'annonçant comme "apolitique, civique et légale", la société civile a puisé les motifs de sa "réincarnation" dans le discours de... Bouteflika. Comme il est affirmé à la fin du communiqué : "Cette initiative s'accorde globalement et dans les détails avec le dernier discours de son excellence le président de la République, lequel a rencontré un écho..."

L'état de déliquescence dont lequell s'empêtre Skikda et la "solitude" de la population ne sont-ils pas des arguments incitatifs à une dynamique citoyenne ? Apparemment, il a fallu la médiatisation d'une allocution présidentielle pour s'en convaincre de l'utilité de cette démarche.

"Ça fait quatre années que la commune du chef-lieu vit une situation de recul. Ce n'est que maintenant que les associations montent au créneau pour la dénoncer", nous dira un citoyen. Ce "maintenant" coïncide avec un virage décisif des échéances électorales.

JIJEL

La gestion des cartes grises décentralisée

Une opération visant la décentralisation de la gestion des cartes grises des véhicules sera entamée à court terme et touchera dans un premier temps trois daïras, à savoir El Aouana, Taher et El Milia, en attendant son élargissement au reste des grands centres urbains, apprend-on de source autorisée. Ainsi il a été décidé de l'ouverture d'un service doté de tous les moyens humains et matériels dans les trois daïras qui aura pour tâche la réception et l'établissement des cartes grises. L'on estime, du côté de la direction de la réglementation des affaires générales (Drag), que cette opération aura pour but essentiel le rapprochement de l'administration du citoyen et le désengorgement des services de la wilaya qui se trouvent assaillis à longueur de journée par les citoyens qui viennent des quatre coins de la wilaya. Parmi les bienfaits de l'inauguration du service des cartes grises au niveau des trois daïras, celui d'éviter à l'avenir de longs déplacements aux personnes habitant les régions enclavées.

Un chef d'établissement sanctionné

Le directeur de l'éducation (DE) de la wilaya de Jijel a suspendu de ses fonctions, en attendant sa traduction devant la commission de discipline, le chef d'établissement du CEM Boudiaf-Abdellah, commune d'El-Ancer. L'absence de ce directeur de son poste de travail lors de la visite inopinée effectuée par le DE au courant de la semaine dernière a été derrière cette sanction, lit-on dans un communiqué de presse que nous a transmis la cellule de communication. Par ailleurs des sanctions similaires ont été prises à l'encontre de certains fonctionnaires du lycée Boudrioua-Makhlouf (El-Ancer), lors du passage du DE.

Des mesures motivées suite à l'enregistrement de retards et d'absences irrégulières parmi le personnel de l'établissement. La non-réalisation de travaux liée à la bonne scolarité des élèves a été l'autre aspect négatif de cette visite que le directeur de l'éducation n'a pas appréciée. Du côté de la cellule de communication l'on nous précise que ce genre de visites sont appelées à être de plus en plus fréquentes les prochaines semaines et toucheront l'ensemble des établissements des trois paliers.

Des inspections qui auront pour finalité de s'enquérir de l'état de l'application des directives du ministère de tutelle, des conditions de scolarité des élèves, notamment ceux des classes d'examen, de la disponibilité du manuel scolaire, du bon fonctionnement des cantines scolaires et du chauffage. Si l'on s'en tient au service de la cellule de communication, tout porte à croire que le directeur de l'éducation semble déterminé à sévir en donnant un coup de pied dans la fourmière.

F. M.

GUELMA/PROCHAINES ECHEANCES ELECTORALES

Moussa Touati dresse un bilan accablant

Le théâtre municipal Triki-Mahmoud a abrité, vendredi dernier, une importante rencontre dans le cadre des prochaines échéances électorales qui a regroupé le président du Front national algérien (FNA), Moussa Touati, entouré de son staff et un nombreux public composé essentiellement de militants, sympathisants et badauds.

Après l'observation de l'hymne national et le discours de bienvenue du coordinateur de wilaya du FNA, Touati a d'emblée présenté les lignes directrices du programme arrêté par le conseil national de la formation politique qui se réclame espace d'expression des Algériens du pays profond.

L'orateur s'est attaqué au personnel politique qui n'hésite pas, selon ses dires,

à traquer depuis 44 ans tous les scrutins aux fins de conserver les avantages matériels et les privilèges au détriment du peuple confronté aux éternels aléas de la vie quotidienne. Moussa Touati s'en prend à tous les élus qui renient leurs engagements, leurs promesses à leurs électeurs et se consacrent à un enrichissement illicite en faisant fi de leurs sentiments patriotiques.

Le président du FNA dénonce le niveau de vie outrageant de la nomenclature qui comporte des responsables binationaux disposant de comptes bancaires à l'étranger. Il dénonce les nombreux scandales financiers, l'école algérienne qui a failli à sa noble mission qui consiste à former de parfaits citoyens, l'application de l'économie de marché sans

consultation populaire, l'arbitraire et la *hogra*. Le conférencier évoque le chômage endémique engendré par la fermeture de milliers d'unités économiques et dresse un constat sévère quant à l'état des lieux, puisque le peuple reste marginalisé alors qu'un groupuscule détient des milliards de dollars.

Touati interpelle le premier magistrat du pays, garant des principes sacrés de la Révolution de Novembre 1954, aux fins de mettre un terme à ces dérives sachant que le FNA s'engage à relever les défis et à défendre les pauvres, les opprimés et les faibles, comme le préconisaient nos glorieux martyrs.

Lina Razane

ANNABA/JOURNEE INTERNATIONALE DE LA DOUANE

806 affaires contentieuses enregistrées en 2006

806 affaires contentieuses ont été enregistrées en 2006 par la direction régionale de la Douane de Annaba contre 472 en 2005.

La direction régionale de la Douane de Annaba qui couvre, outre Annaba, les wilayas frontalières de Souk-Ahras et d'El-Tarf fait état durant le même exercice de près de 4 milliards de dinars d'amendes contre plus de 1 milliard de dinars en 2005.

Par ailleurs, le montant du recouvrements des droits et taxes opéré en 2006 par la direction régionale de la Douane de Annaba a atteint

près de 17 milliards de dinars contre plus de 23 milliards de dinars, une différence de près de 500 millions de dinars.

Ces chiffres ont été livrés, samedi dernier, à l'occasion

de la célébration de la Journée internationale de la Douane lors de laquelle il a été inauguré des portes ouvertes sur cette institution et organisé une cérémonie de

remise de grades à des douaniers et de cadeaux aux familles victimes du terrorisme et aux retraités de la corporation.

Nabil Kebaili

Une jeune fille "jetée" d'un taxi

Vendredi dernier vers 6h, un taxi roulant à vive allure a balancé sur la chaussée, à proximité de la direction de la Protection civile de Annaba, une jeune fille de 30 ans et a continué sa course. Celle-ci s'est retrouvée sans connaissance face contre terre. Heureusement pour elle, la circulation est très réduite à cette heure. Avertis, les éléments de la Protection civile sont arrivés sur les lieux pour lui apporter toute l'aide et l'assistance médicale néces-

saires avant de l'évacuer vers l'hôpital Ibn Rochd. Selon nos informations, la jeune fille, dont l'identité n'a pas été révélée, était en état d'ébriété ; elle avait trop bu et ne savait pas ce qui lui arrivait. Elle souffre de blessures et de confusions dues certainement à sa chute ; les médecins ont préféré la garder en observation. Une enquête a été ouverte pour retrouver le chauffeur de taxi et établir toute la lumière sur cette affaire.

M. Rahmani